

**COMMUNAUTE DE COMMUNES CŒUR DE MAURIENNE ARVAN****EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE****Séance du 30 septembre 2019**

Le TRENTE SEPTEMBRE DEUX MILLE DIX-NEUF, à 18h30, le conseil communautaire s'est réuni à la salle polyvalente d'Albiez-Montrond, sous la présidence de Monsieur Jean-Paul MARGUERON, Président.

Membres présents : Jean-Paul MARGUERON, Pierre-Marie CHARVOZ, Philippe GEORGES, Dominique JACON, Lucie DI CANDIDO, Georges NAGI, Michel BONARD, Jean-Claude PETTIGIANI, Marie LAURENT, Marie-Christine GUERIN, Ségolène BRUN, Philippe ROLLET, Françoise COSTA, Daniel DA COSTA, Jacky ROL, Marc TOURNABIEN, Franck LEFEVRE, Evelyne LESIEUR, Corinne COLLOMBET, Hélène BOIS, Georges RICCIO, Maurice CATTELAN, Sophie VERNEY, Bernard COVAREL, Yves DURBET, Danielle BOCHET, Marc PICTON, Colette CHARVIN, Jean DIDIER, Robert BALMAIN, Gabriel COSTE, Pascal SIBUE, Gilbert DERRIER, Michel CROSAZ, Jean-Michel REYNAUD.

Membres absents : Sandrine TESTON (procuration Lucie DI CANDIDO), Daniel MEINDRE (procuration Marie-Christine GUERIN), Françoise MEOLI (procuration Philippe GEORGES), Valérie DENIS (procuration Pierre-Marie CHARVOZ), Pascal DOMPNIER (procuration Bernard COVAREL), Anne CHEVALLIER (procuration Yves DURBET), Philippe FALQUET.

Secrétaire de séance : Dominique JACON

Date convocation : 24 septembre 2019

Conseillers en exercice : 42

Présents : 35

Votants : 41

Délibération n° 20190930_6B

URBANISME – RÉVISION ALLÉGÉE DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE SAINT-JEAN-D'ARVES – PRESCRIPTION DE LA PROCÉDURE ET FIXATION DES MODALITÉS DE CONCERTATION

Monsieur le Président rappelle au Conseil Communautaire que le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Saint-Jean-d'Arves a été approuvé le 13 mai 2008 et a fait depuis lors l'objet de plusieurs procédures d'évolution.

Il s'avère aujourd'hui qu'une nouvelle procédure doit être engagée pour les raisons suivantes :

- Permettre la création d'un restaurant d'altitude à proximité de l'arrivée du télésiège Charvin Express. En fonctionnement depuis la saison 2016-2017, ce télésiège débrayable 6 places permet un accès rapide sur un domaine débutant d'altitude, en liaison directe avec le Corbier. Cela en fait un site stratégique pour améliorer qualitativement l'offre des Sybelles et créer un restaurant d'altitude sur le domaine skiable de Saint-Jean-d'Arves ;
- Créer un emplacement réservé (ER) afin de permettre l'installation d'une zone d'entrepôt en zone N sur le secteur de « Au Savoie » ;
- Permettre le changement de destination d'un bâtiment agricole sur le secteur des Chambons ;
- Permettre l'installation à l'échelle communale de tunnels agricoles sous certaines conditions, notamment d'intégration paysagère.

Monsieur le Président indique que le projet de restaurant d'altitude étant situé en discontinuité de l'urbanisation mais faisant moins de 500m² de surface de plancher, il devra faire l'objet d'une dérogation au principe d'urbanisation en continuité de la Loi Montagne auprès de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS). Cette demande devra justifier que le projet est compatible avec le respect des objectifs de protection des terres agricoles, pastorales et forestières, avec la préservation des paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel, ainsi qu'avec la protection contre les risques naturels.

L'article R 122-1 du code de l'urbanisme précise que la demande de dérogation précitée doit être soumise à la CDNPS avant l'arrêt du PLU par le Conseil communautaire, ce qui justifie la procédure de révision. Le projet arrêté fera l'objet d'un examen conjoint de l'État et des Personnes Publiques Associées mentionnées aux articles L132-7 et L132-9 du code de l'urbanisme. Considérant qu'il ne sera pas porté atteinte aux orientations définies par le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), c'est une procédure de révision dite « allégée » qui sera engagée.

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Président,

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité

- **CONSTATE** qu'il n'est pas porté atteinte aux orientations définies par le Projet d'Aménagement et de Développement Durables du PLU approuvé en 2008.

- **PRESCRIT** la révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Saint-Jean-d'Arves conformément aux *articles L 153-11 et L 153-32 du code de l'urbanisme*.
- **FIXE** comme objectifs à cette révision allégée la création d'un restaurant d'altitude à proximité de l'arrivée du télésiège du Charvin Express, la création d'un Emplacement Réservé dans le secteur « Au Savoie », la possibilité pour un bâtiment agricole dans le secteur des Chambons de changer de destination et la possibilité d'installer des tunnels agricoles sous conditions.
- **FIXE**, conformément aux *articles L 103-2, L 103-3 et L 103-4 du code de l'urbanisme*, les modalités de concertation suivantes :
 - article dans la revue trimestrielle de la 3CMA,
 - mise en ligne d'une note d'information sur le site internet de la Mairie (www.saintjeandarves.fr) et sur celui de la 3CMA (www.coeurdemaurienne-arvan.com),
 - mise à disposition d'un dossier de présentation ainsi que d'un registre afin de recueillir les avis et observations du public. Il sera disponible en Mairie aux heures d'ouverture habituelles jusqu'à l'arrêt de la procédure,
 - le public pourra adresser ses avis et observations par écrit à Monsieur le Président de la 3CMA ou à Monsieur le Maire de la Commune de Saint-Jean-d'Arves.
- **DONNE POUVOIR** à Monsieur le Président de procéder à tous les actes nécessaires à la mise en œuvre de la révision allégée n°1 du PLU de Saint-Jean-d'Arves et de signer tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.
- **DIT** que, conformément aux *articles L 132-7, L 132-9, L 132-11, L 132-12, R 113-1 et R 153-6 du code de l'urbanisme*, la présente délibération sera notifiée :
 - au Préfet de la Savoie,
 - au Président du Conseil Régional Auvergne-Rhône-Alpes,
 - au Président du Conseil Départemental de la Savoie,
 - au Président de la Communauté de Communes du Briançonnais en charge du SCoT du Briançonnais et au Président du Syndicat du Pays de Maurienne en charge du SCoT du territoire de Maurienne,
 - aux représentants des Chambres de Commerce et de l'Industrie, des Métiers et de l'Artisanat, de l'Agriculture,
 - aux Maires des communes voisines de Saint-Sorlin-d'Arves, Villarembert, Fontcouverte-La Toussuire, Albiez-Montrond, Valloire, La Grave et Besse en Oisans,
 - à l'Institut National des Appellations d'Origine,
 - au Directeur du Centre Régional de la Propriété Forestière.
- **DIT** qu'en application de *l'article L 132-11 du code de l'urbanisme*, les présidents des collectivités ou des organismes cités ci-dessous ou leurs représentants pourront, à leur demande, être consultés pendant la durée de la révision du Plan Local d'Urbanisme.
- **DIT** que, conformément aux *articles R 153-20 et R 153-21 du code de l'urbanisme*, la présente délibération sera publiée au Recueil des Actes Administratifs et fera l'objet d'un affichage en Mairie et au siège de la 3CMA pendant une durée d'un mois. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le Département, à savoir le Dauphiné Libéré.

Le Président,
Jean-Paul MARGUERON

